

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Rose Christiane Ossouka Raponda, Première ministre :

"La vaccination reste à ce jour le moyen le plus efficace pour freiner la courbe des contaminations et nous aider à retrouver rapidement une vie normale".

Jessye Ella Ekogha, Porte-parole de la présidence de la République :

"(...) Comme le montrent les chiffres, le nombre de contaminations reste très élevé et le risque de saturation de nos hôpitaux est réel. Face à cette situation, la seule arme véritablement efficace demeure la vaccination".

Olivier Abel Nang Ekomiye, ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme :

"Les plus hautes autorités de l'État attendent de nous des actes significatifs répondant aux attentes légitimes des populations... Les défis sont nombreux et complexes".

Alexandre Barro Chambrier, président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) :

"Ce texte (Ndlr : ordonnance relative aux conditions d'éligibilité à la présidence de la République) introduit un traitement discriminatoire envers nos compatriotes en poste ou établis à l'étranger. En fait, il s'agit purement et simplement d'une manœuvre destinée à barrer la route à certains candidats. Ce texte au caractère inique doit être rejeté".

Lucie Ankombie Ozimo, directeur des Prestations sanitaires et sociales à la Caisse nationale d'assurance et de garantie sociale (CNAMGS) :

"L'accouchement est gratuit pour celle qui accouche, mais le paiement est assuré à 100 % par la CNAMGS".

Blaise Ezo'o Engolo, secrétaire général de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (Cima) :

"La gestion des sinistres de la branche automobile occupe une place prépondérante dans l'activité des sociétés en zone Cémac. Elle mérite dès lors une attention particulière".

Christian Tchemanbela, secrétaire exécutif de l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN) :

"L'éléphant est très intelligent, surtout lorsqu'il est à la recherche de quoi s'alimenter (...). Mais l'homme est plus intelligent pour le contraindre".

Italie-Afrique : Moubelet Boubeya à la Conférence ministérielle

LE chef de la diplomatie gabonaise a pris part du 7 au 8 octobre 2021 à la troisième édition de ces travaux qui ont eu lieu à Rome.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LE ministre gabonais des Affaires étrangères, Pacôme Moubelet Boubeya, était récemment en visite de travail en Italie. Occasion pour le chef de la diplomatie gabonaise de participer aux travaux de la troisième Conférence ministérielle Italie-Afrique, à Rome, du 7 au 8 octobre dernier.

Cette 3e édition, baptisée "Rencontres avec l'Afrique", a été placée sous le triptyque : Peuple, Planète et Prospérité, afin de souligner la nécessité pour le peuple italien et les peuples africains de se mobiliser en faveur de la transition énergétique et de créer les conditions d'une prospérité partagée. Les travaux se sont déroulés dans quatre panels et se sont achevés par une table ronde sur "L'économie bleue : quelles opportunités de développement pour l'Afrique?".

Pacôme Moubelet-Boubeya était

parmi les intervenants. Il a profité de cette opportunité pour mettre en exergue l'expérience gabonaise dans l'élaboration d'une stratégie en la matière, ainsi que sa mise en œuvre qui privilégie les partenariats intéressés par la transformation locale de ressources, notamment halieutiques. Le 8 octobre, il a eu un entretien avec son homologue italien, Luigi Di Maio. Échange axé sur le renforcement des relations économiques entre les deux pays. C'est dans ce sens qu'à l'ouverture, le président de la République italienne, Sergio Mattarella, a appelé vendredi dernier, à la solidarité entre l'Italie et l'Afrique pour mener simultanément et efficacement trois luttes : contre la pandémie de la Covid-19, le fléau du terrorisme et les changements climatiques. La session plénière a été marquée notamment par les interventions du ministre italien des Affaires étrangères, Luigi Di Maio, du président de la Commission de l'UA, Moussa



Photo: DR

Le chef de la diplomatie gabonaise, Pacôme Moubelet Boubeya, s'est également entretenu avec le vice-président de la FIDA, Dominik Ziller.

Faki Mahamat, du président de la COP26, Alok Sharma, et de l'ancien Premier ministre transalpin, Pr Mario Monti. Quarante-neuf (49) États africains ont participé à la 3e édition de la Conférence ministérielle Italie-Afrique, dont trente-deux (32) au niveau ministériel.

À noter que le chef de la diplomatie gabonaise a eu d'autres entretiens bilatéraux, respecti-

vement avec le directeur général de la FAO, Qu Dongyu, le vice-président de la FIDA, Dominik Ziller, et le Secrétaire pour les Relations avec les États du Saint-Siège, Mgr Paul Richard Gallagher. Tout comme, il a rencontré les personnels en service à l'ambassade du Gabon en Italie, d'une part, et à l'ambassade du Gabon auprès du Saint-Siège, d'autre part.

La Semaine

Le regard critique du Synamag

LA rentrée judiciaire 2021-2022 occupe une place de choix dans les événements ayant marqué l'actualité de la semaine écoulée. Un rendez-vous légalement programmé pour le premier lundi du mois d'octobre. Et cette fois, c'était le 04. En présence du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, par ailleurs président du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), le premier président de la Cour de Cassation, Julienne Olga N'Zamba Massounga Tchikaya, a présidé l'audience solennelle y relative. Occasion pour elle de saluer les réformes récemment initiées au bénéfice du corps judiciaire par le gouvernement sous l'impulsion du président de la République, avec notamment l'ordonnance portant loi organique, fixant les attributions, l'organisation, la composition et le fonctionnement du CSM. Un texte qui a abouti à la mise en place du secrétariat permanent du CSM, dont les missions, aux dires de l'oratrice, devraient conduire à la réconciliation des justiciables avec leur justice.

Une sortie qui prouve que le premier président de la Cour de Cassation est conscient du mauvais regard que les justiciables ont vis-à-vis de leur justice aujourd'hui. Cela à cause de beaucoup de griefs et autres travers tant décriés chez nombre de magistrats... Ce n'était donc pas impertinent de placer la présente rentrée judiciaire sous le thème "Responsabilité du magistrat".

Il faut cependant noter que l'optimisme du premier président de la Cour de Cassation quant aux effets positifs de l'ordonnance citée ci-dessus, n'est pas partagé par le Syndicat national des magistrats du Gabon (Synamag). Lequel, par la voix de son président Germain Nguema Ella, a, 72 heures avant la rentrée judiciaire, fait une sortie pour dénoncer cette réforme qui élargit les prérogatives du CSM. Selon lui, "cet élargissement vient dépouiller les compétences légales des chefs des juridictions, des services techniques du ministère de la Justice prévues par la loi portant orga-

nisation de la justice".

Et Nguema Ella de déclarer : "Nous ne comprenons pas très bien cette velléité du CSM de s'approprier l'opportunité des poursuites dévolues au procureur de la République". Non sans ironiser : "Les magistrats ont un nouveau procureur de la République, le Conseil supérieur de la magistrature avec pour bras séculier, son secrétariat permanent".

La conférence de presse du porte-parole de la présidence de la République, l'audition du ministre de la Défense nationale à l'Assemblée nationale sur le renvoi de la Minusca des troupes gabonaises, et le lancement de la campagne de vaccination contre le Covid-19 dans l'administration publique, figurent aussi parmi les événements ayant marqué l'actualité au cours de la semaine qui s'est achevée hier.